Rôle de la séance publique du 10/11/2022 à 09h30

Président : Monsieur CHABERT
Assesseurs : Monsieur HAILI et Monsieur JAZERON
Greffier : Monsieur KINACH

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

01) N° 2200500 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	M. Y. Christophe	Me GOURDON MIKAËL
	M. S. Alain	Me GOURDON MIKAËL
	M. L. Fabrice	Me GOURDON MIKAËL
	M. R. Jean-Luc	Me GOURDON MIKAËL
	M. B. Boris	Me GOURDON MIKAËL
Défendeur	COMMUNE DE VIAS SAS A.	SCP SVA SCP SVA

Renvoi CE après cassation (arrêt 19MA00803-19MA00804) : Demande d'annulation du jugement de rejet n°1704639-1800667 du 31 janvier 2018 (TA de Montpellier) - délivrance de permis de construire.

02) N° 2004621 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	M. B. Serge	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	M. B. Robert	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	M. L. Pierre	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	Mme B. Yolande	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	M. V. Henry	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	M. M. Roger	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	Mme L. Marie	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
Défendeur	COMMUNE DE PERPIGNAN SCI L.	Me PIERSON SCP COURRECH & ASSOCIES - AVOCATS

Demande d'annulation du jugement de rejet n° 1900564 du 6 octobre 2020 (TA de Montpellier) - délivrance d'un permis de construire à la SCI L. en vue de la construction de deux bâtiments comprenant quarante logements.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

03) N° 2003577 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	SOCIETE C.	SCP D'AVOCATS CGCB & ASSOCIES MONTPELLIER
Défendeur	Mme B. Chantal M. H. Laurent	Me PONCELET Me PONCELET

Demande d'annulation du jugement d'annulation n° 1900445 du 10 juillet 2020 (TA de Nîmes) - délivrance d'un permis de construire en vue de la rénovation et l'extension d'un dépôt d'hydrocarbures avec distribution de carburants.

04) N° 2003580 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	COMMUNE DE PERTUIS	Me XOUAL
Défendeur	Mme B. Chantal M. H. Laurent	Me PONCELET Me PONCELET

Demande d'annulation du jugement d'annulation n° 1900445 du 10 juillet 2020 (TA de Nîmes) - délivrance d'un permis de construire en vue de la rénovation et l'extension d'un dépôt d'hydrocarbures avec distribution de carburants.

05) N° 2003578 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	SOCIETE C.	SCP D'AVOCATS CGCB & ASSOCIES MONTPELLIER
Défendeur	PRÉFECTURE DE VAUCLUSE	

Demande d'annulation du jugement d'annulation n° 1901101 du 10 juillet 2020 (TA de Nîmes) - délivrance d'un permis de construire en vue de la rénovation et de l'extension d'un dépôt d'hydrocarbures avec distribution de carburants.

06) N° 2003581 RAPPORTEUR : M. JAZERON

Demandeur	COMMUNE DE PERTUIS	Me XOUAL
Défendeur	PRÉFECTURE DE VAUCLUSE	

Demande d'annulation du jugement d'annulation n° 1901101 du 10 juillet 2020 (TA de Nîmes) - délivrance d'un permis de construire en vue de la rénovation et de l'extension d'un dépôt d'hydrocarbures avec distribution de carburants.

Arrêté le 11 octobre 2022.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 10/11/2022 à 10h30

Président : Monsieur CHABERT
Assesseurs : Monsieur HAILI et Madame LASSERRE
Greffier : Monsieur KINACH

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

01) N° 2020909 **RAPPORTEUR : M. HAILI**

Demandeur	Mme B. Valérie	PATRICE LEMIEGRE & PHILIPPE FOURDRIN ASSOCIES
Défendeur	AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT	Me POUILHE

Mme Valérie B. demande à la cour :

- d'annuler le jugement n° 1803493-1803494 du 14 janvier 2020 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 13 juin 2017 par laquelle l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) a procédé au retrait de la subvention de 6 282 euros et sollicité le reversement de la somme de 5 214 euros et de la subvention de 3 500 euros et sollicité le reversement de la somme de 2 905 euros, ensemble la décision du 2 mai 2018 de rejet de son recours gracieux,
- d'annuler les décisions contestées,
- de mettre à la charge de l'ANAH la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2023050 **RAPPORTEUR : M. HAILI**

Demandeur	SOCIETE L.	CABINET GERANDO AVOCATS
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE	

La société L. demandent à la cour :

- de réformer le jugement n° 1703679-1803409-1806031 du 10 juillet 2020 du tribunal administratif de Toulouse en tant qu'il a seulement annulé partiellement l'arrêté du 7 juin 2017 par lequel la préfète de l'Ariège l'a mise en demeure de respecter les articles 3 et 4 de l'arrêté du 2 novembre 2015 l'obligeant à mettre en place un système de drainage ou de pompage pérenne pour la sécurisation des galeries de la carrière située à ... et a rejeté le surplus de ses conclusions tendant, d'une part, à l'annulation des arrêtés du 7 juin 2017 de la même autorité ainsi que du titre de perception émis le 13 juin 2018 à son encontre mettant à sa charge une somme de 77 500 euros et, d'autre part, à la décharge de cette somme,
- de confirmer ce jugement en ce qu'il a abrogé l'article 3 de l'arrêté du 7 juin 2017,
- d'annuler les arrêtés litigieux et le titre de perception, et prononcer la décharge totale de la somme de 77 500 euros mise à sa charge,
- de mettre à la charge de l'Etat le paiement de la somme de 4 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

03) N° 2003562

RAPPORTEUR : M. HAILI

Demandeur	Mme P. Nathalie	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
	M. B. Ahmed	SCP HENRY-CHICHET-PAILLES-
Défendeur	COMMUNE D'ELNE	
	M. M. Nicolas	SCP VIAL - PECH DE LACLAUSE - ESCALE - KNOEPFFLER

Demande d'annulation du jugement de rejet n° 1901228 du 15 juillet 2020 (TA de Montpellier) - délivrance d'un permis de construire une maison d'habitation.

Arrêté le 11 octobre 2022.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 10/11/2022 à 11h15

Président : Monsieur CHABERT
Assesseurs : Monsieur HAILI et Madame LASSERRE
Greffier : Monsieur KINACH

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

01) N° 2100353 **RAPPORTEURE : Mme LASSERRE**

Demandeur	Mme E. Marinette	Me COQUE
	Mme E. Anne Marie	Me COQUE
	Mme E. Antoniette	Me COQUE
	M. D. Gérard	Me COQUE
	Mme R Andrée	Me COQUE
	M. A. Abdelouahad	Me COQUE
	Mme L. Fatima	Me COQUE
	M. E. Jean Marie	Me COQUE
	Mme C. Sylviane	Me COQUE
	M. G. Alexandre	Me COQUE
	Mme H. Corinne	Me COQUE
	Mme P. Danièle	Me COQUE
Défendeur	COMMUNE DE VALRÉAS	LEXIMM AVOCATS
	M. F. Ludovic	

Demande de réformation du jugement n° 1902521 du 24 novembre 2020 (TA de Nîmes) et jugement avant dire droit du 24 avril 2020 en ce qu'ils ont débouté les appelants de leur demande sollicitant l'annulation de l'arrêté du 20 mai 2019 par lequel le maire de Valréas a délivré un permis de construire deux immeubles à M. F., et décidé, en application de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, de surseoir à statuer sur une requête afin de permettre la régularisation des illégalités entachant cet arrêté, tirées de la méconnaissance de l'article R. 431-24 et de l'article R. 111-16 du code de l'urbanisme et d'impartir un délai de trois mois pour procéder à la régularisation de ces vices.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

02) N° 2104557 RAPPORTEURE : Mme LASSERRE

Demandeur M. Z. Chamseddine Me DELCHAMBRE

Défendeur PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES CE

Autres parties MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Chamseddine Z. demande à la cour d'annuler le jugement n° 2105745 du 4 novembre 2021 par lequel le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande dirigée contre l'arrêté du 31 octobre 2021 du préfet des Alpes-Maritimes l'obligeant à quitter le territoire français sans délai et fixant le pays de destination avec interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an.

03) N° 2200147 RAPPORTEURE : Mme LASSERRE

Demandeur Mme C. Sonia Me MAVOUNGOU

Défendeur PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES ORIENTALES CE SCP VIAL - PECH DE
LACLAUSE - ESCALE -
KNOEPFFLER

Autres parties MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Mme C. demande à la cour d'annuler le jugement n° 2105308 du 13 décembre 2021 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande dirigée contre l'arrêté du 30 août 2021 du préfet des Pyrénées-Orientales lui refusant un titre de séjour, l'obligeant à quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination.

04) N° 2020293 RAPPORTEURE : Mme LASSERRE

Demandeur M. P. Daniel SCP BABY PRADON BABY
CHATRY LAFFORGUE

Défendeur COMMUNE DE BELESTA

M. Daniel P. demande à la cour :

- d'annuler le jugement n° 1703011 du 16 juillet 2019 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation du certificat d'urbanisme négatif que le maire de la commune de Belesta lui a délivré le 12 janvier 2017,
- d'annuler le certificat d'urbanisme négatif de M. le maire de la commune de Belesta en date du 12 janvier 2017,
- de statuer ce que de droit sur les dépens.

05) N° 2020295 RAPPORTEURE : Mme LASSERRE

Demandeur M. P. Daniel SCP BABY PRADON BABY
CHATRY LAFFORGUE

Défendeur COMMUNE DE BELESTA

M. Daniel P. demande à la cour :

- d'annuler le jugement n° 1704506 du 16 juillet 2019 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 11 septembre 2017 par lequel le maire de la commune de Belesta a refusé de lui délivrer un permis de construire pour une maison d'habitation,
- d'annuler l'arrêté du maire de la commune de Belesta en date du 11 septembre 2017,
- de statuer ce que de droit sur les dépens.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

06) N° 2020474

RAPPORTEURE : Mme LASSERRE

Demandeur	Mme S. Danielle	T & L AVOCATS
Défendeur	MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES (Cohésion) COMMUNE DE SAINT-AGNAN	Me CHEN

Mme Danielle S. demande à la cour :

- d'annuler le jugement du 10 décembre 2019 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande d'annulation de l'arrêté du 15 mars 2018 par lequel le préfet du Tarn et a approuvé la révision de la carte communale de Saint Agnan,
- d'annuler ledit arrêté,
- de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 11 octobre 2022.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 10/11/2022 à 12h00

Président : Monsieur CHABERT
Assesseurs : Monsieur HAILL et Monsieur JAZERON
Greffier : Monsieur KINACH

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

01)	N° 2004118	RAPPORTEUR : M. CHABERT	Affaire renvoyée
<i>Demandeur</i>	<i>M. J. Frédéric</i>		<i>SCP TOURNIER & ASSOCIÉS - AVOCATS</i>
<i>Défendeur</i>	<i>COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE</i>		

Demande d'annulation de l'ordonnance de rejet n° 2001110 du 28 septembre 2020 (TA de Nîmes) - annulation de l'arrêté du 6 décembre 2018 par lequel le maire de Caumont sur Durance a délivré à M. M. un permis de construire en vue de l'extension d'une maison et la construction d'un garage.

02)	N° 2021491	RAPPORTEUR : M. CHABERT	
<i>Demandeur</i>	<i>Mme R. Catherine</i>		<i>Me VIGREUX</i>
<i>Défendeur</i>	<i>COMMUNE DE CARDAILLAC M. D. Jean-Claude</i>		<i>DIVONA LEX</i>

Mme R. demande à la cour :

- d'annuler l'ordonnance n° 1907505 du 28 février 2020 par laquelle le président de la 3^{ème} chambre du tribunal administratif de Toulouse a rejeté, sur le fondement de l'article R. 222-1 du code de justice administrative, sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 26 août 2017 délivré par le maire de la commune de Cardaillac à M. D., autorisant la régularisation de travaux exécutés sur la parcelle ...
- d'annuler l'arrêté du 26 septembre 2017 accordant le permis de construire à M. D.,
- de mettre à la charge de la commune de Cardaillac la somme de 1 440 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que la somme de 450,53 euros au titre des dépens.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme MEUNIER-GARNER

03) N° 2220771

RAPPORTEUR : M. CHABERT

Demandeur Mme B. Khadra

Me CHNINIF

Défendeur PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES ORIENTALES CE

Mme Khadra B. demande à la cour :

- d'annuler le jugement Nos 2003586-2106267 en date du 10 février 2022 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande d'annulation de la décision implicite par laquelle le préfet des Pyrénées-Orientales a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour, ensemble l'arrêté du 15 octobre 2021 par lequel il a rejeté sa demande de titre de séjour et l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de 30 jours,
- d'annuler l'arrêté du préfet des Pyrénées-Orientales en date du 15 octobre 2021,
- d'enjoindre au préfet des Pyrénées-Orientales de lui délivrer un premier certificat de résidence sous astreinte de 100 euros par jour de retard à compter de la date de notification de la décision à intervenir, subsidiairement, de réexaminer sa demande de titre de séjour,
- en tout état de cause, de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire et de mettre à la charge de l'Etat, au bénéfice du conseil de la requérante, la somme de 1 500 euros sur le fondement des dispositions combinées de l'article 37 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 11 octobre 2022.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte